

Prise de position Paper 2025/163

## Plan d'action : protéger notre démocratie contre les idées et les valeurs d'extrême droite !

Les résultats des élections au Parlement européen ont une nouvelle fois mis en lumière la montée très alarmante de l'extrême droite en Europe. Récemment, des partis d'extrême droite sont parvenus à entrer dans des gouvernements avec la connivence ou la complicité de certains partis politiques traditionnels. Dans d'autres pays comme la Suède, les partis d'extrême droite permettent la formation d'un gouvernement. Dans les États membres où l'extrême droite n'est pas (encore) au gouvernement, celle-ci figure parmi les trois premiers partis du pays, notamment en France, en Espagne, en Allemagne, en Roumanie, au Portugal, en Bulgarie et au Royaume-Uni. Aucun pays n'a échappé à cette tendance mondiale alimentée par l'austérité imposée après la crise financière de 2008-2009 par le FMI, la BCE et la Commission européenne et soutenue et mise en œuvre par les gouvernements néo-libéraux. Les inégalités toujours croissantes et les atteintes portées aux emplois de qualité et aux services publics essentiels ont laissé de profondes séquelles dans toute l'Europe. Ces décisions politiques ont aidé l'extrême droite à [tripler ses voix](#) au cours des dernières décennies aux élections européennes et nationales.

Ce sont ces politiques et la non-prise en considération des travailleurs et de nos revendications qui permettent aux partis d'extrême droite de se présenter comme les « alliés des travailleurs ». L'histoire le démontre, parce qu'une fois au pouvoir, ils s'en prennent aux syndicats et aux droits des travailleurs, soutenant les conservateurs traditionnels dans la mise en place de leur programme antisyndical (comme ce fut le cas récemment en [Finlande](#)). La ligne de conduite de l'extrême droite reste identique dans chaque pays : réprimer les institutions et les droits démocratiques, à commencer par le droit de grève et les négociations collectives, ainsi que la liberté des médias et l'impartialité de la justice. La Hongrie est l'exemple même de dérive autoritaire qui illustre les potentielles conséquences alarmantes d'une extrême droite majoritaire. En outre, les partis d'extrême droite menacent de plus en plus la démocratie sur le lieu de travail, comme en témoigne la tentative du parti allemand AfD de créer des syndicats jaunes et de s'insinuer dans les comités d'entreprise.

Nous ne devons pas avoir peur de prendre clairement position contre ces choix politiques et économiques et de dénoncer les ravages qu'ils entraînent pour les travailleurs. Au contraire, nous devons craindre de perdre nos droits une fois que l'extrême droite arrive au pouvoir. Nous devons prendre en compte les considérations économiques des travailleurs (citoyens qui votent) qui se sentent délaissés par les partis traditionnels et les rallier à notre cause et à nos revendications. Dans le même temps, nous devons clairement afficher nos revendications, fédérer les travailleurs pour obtenir des solutions politiques qui répondent aux défis actuels, à savoir les investissements, la cohésion et la solidarité et s'opposer à tous

ceux qui iraient à l'encontre des salariés (gouvernements, employeurs, mouvements politiques). Les partis démocratiques et les syndicats ne doivent pas faire de compromis avec l'extrême droite et ses méthodes nocives fondées sur la haine et la division.

À travers ce plan d'action, nous tirons la sonnette d'alarme et appelons tous nos membres à redoubler d'efforts dans la lutte contre l'injustice sociale, la haine, la division des travailleurs, la xénophobie, le racisme incarné par les idées et les valeurs de l'extrême droite. L'inaction est plus que jamais dangereuse alors que les partis d'extrême droite remportent des sièges à chaque élection. Nous devons agir dès maintenant avant qu'il ne soit trop tard et que l'inaction ne détruise notre démocratie !

## **Le vrai visage de l'extrême droite – pourquoi elle est l'ennemie des salariés**

Les nombreuses raisons pour lesquelles l'extrême droite s'est toujours montrée hostile aux syndicats datent du siècle dernier. Un récent [rapport](#) du TUC explique comment les syndicats ont toujours été au cœur de la lutte contre l'extrême droite et ses multiples tentatives pour diviser les travailleurs à travers des discours de haine et de blâme. Nos valeurs syndicales fondamentales d'unité, d'égalité et de solidarité sont le fondement de notre discours d'opposition, la solidarité internationale entre les travailleurs ayant le potentiel de mener une fois de plus à des victoires.

Il n'est toutefois pas nécessaire de remonter très loin dans l'histoire pour comprendre que l'extrême droite n'est pas notre alliée. En Italie, le nouveau gouvernement d'extrême droite a proposé un nouveau décret de loi sur la sécurité qui prévoit des peines de prison pour les blocages des routes et des voies ferrées. Ce décret durcit la loi antérieure qui prévoyait uniquement des amendes de 1 000 à 4 000 euros pour obstruction à la libre circulation. Les syndicats italiens considèrent cette loi comme une menace au travail syndical et comme une attaque contre le droit de manifester.

Mais ces attaques contre les droits et processus démocratiques ne sont pas les premières alertes en Italie. En 2021, le siège de la CGIL a été la cible d'une attaque violente perpétrée par des groupes d'extrême droite, déclenchant une [réaction de solidarité](#) immédiate de la part du mouvement syndical national et international et le lancement du réseau international des syndicats antifascistes, coordonné par CGIL, qui rassemble des syndicats du monde entier, dont industriAll Europe, afin de partager les expériences et les meilleures pratiques en matière de mobilisation contre l'extrême droite. Au cours des trois dernières années, de nombreux bureaux de la CGIL, de la CISL et de l'UIL qui œuvrent toutes contre les valeurs de l'extrême droite ont été la cible d'actes de vandalisme pour des raisons politiques. Malheureusement, il ne s'agit pas d'un cas isolé. Dans toute l'Europe, les syndicalistes deviennent la cible de l'extrême droite, comme en témoignent nos collègues finlandais, personnellement visés par une campagne de diffamation sur les réseaux sociaux.

En Finlande, un pays où le taux de syndicalisation atteint 60% et qui possède un solide système de relations industrielles, l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite a facilité la mise en place de réformes antisyndicales qui figuraient depuis longtemps à l'ordre du jour des partis conservateurs. Malgré les manifestations en masse et les nombreux mouvements de grèves organisés ces derniers mois, le gouvernement entend restreindre les droits syndicaux et la sécurité sociale, des mesures inscrites dans les programmes politiques de la Confédération des industries (EK), de l'association des chefs d'entreprise finlandais (Suomen Yrittäjät, SY) et de la Chambre de commerce. Toutes ces organisations sont dirigées par un membre du parti conservateur (Kokoomus) ou un militant du parti du centre (Keskusta). Bien que l'immigration et l'austérité soient les thèmes centraux de l'extrême droite, en moins d'un an, le gouvernement a adopté de nouvelles lois qui limitent le droit de grève, encouragent la décentralisation des négociations, permettent aux travailleurs non syndiqués de négocier des conventions collectives et menacent d'affaiblir la protection contre les licenciements. Cet exemple démontre que l'extrême droite soutient les conservateurs

traditionnels dans leur programme antisyndical, ne perdant pas de temps pour instaurer dès sa montée au pouvoir des législations qui sapent la démocratie et les droits syndicaux durement acquis.

Ce problème est d'autant plus grave que ces législations peuvent perdurer, comme l'illustre le cas de dérive autoritaire en Hongrie. En 2010, le parti politique de Viktor Orbán, FIDESZ, est arrivé au pouvoir avec une majorité des deux tiers qui lui a permis de modifier unilatéralement la constitution. Orbán a pu ainsi prendre le contrôle des médias et du système judiciaire ainsi que consolider son parti au pouvoir en cumulant jusqu'à présent quatre mandats. Pour les travailleurs et leurs syndicats, le gouvernement d'Orbán est le pire scénario qu'il soit. Adoptée en 2011, la législation sur les grèves a considérablement restreint le droit de grève, en excluant des professions ou en imposant des conditions excessives pour mener une grève légale (une grève illégale entraîne la responsabilité du dirigeant syndical pour les dommages financiers subis par l'entreprise pendant la grève). Le nouveau code du travail introduit en 2012 a pour but d'attirer les investissements étrangers et s'est traduit par des heures supplémentaires très souples, un détachement plus précaire des travailleurs, des licenciements abusifs, une réglementation qui sape les droits syndicaux au niveau des entreprises, etc. La volonté d'Orbán de séduire les employeurs, et en particulier les entreprises multinationales, a été confirmée lors de l'adoption d'une loi dite « esclavagiste » en 2018, qui autorise les employeurs à imposer 400 heures supplémentaires par an.

L'Allemagne est encore un autre exemple national de propos mensongers tenus par l'extrême droite : l'AfD se présente comme étant le « parti des travailleurs » alors que le parti a voté contre la législation visant à améliorer les conditions de travail. L'organisation syndicale DGB a [qualifié](#) l'AfD d'« ennemi des travailleurs » en expliquant que les membres du parti avaient voté contre l'augmentation du salaire minimum et l'extension du droit de grève. Au lieu de cela, l'AfD a tenté de proposer une législation qui limite les négociations collectives (au parlement du Bade-Wurtemberg). L'approche antisyndicale du parti est indéniable, la DGB déclarant que le véritable objectif de l'AfD est de se débarrasser des syndicats et des négociations collectives dans les entreprises. La stratégie d'IG Metall et de l'IGBCE contre l'AfD repose sur l'éducation politique de leurs membres, sur des campagnes de lutte contre les discours d'extrême droite menées sur les lieux de travail et les réseaux sociaux (ces campagnes ont été particulièrement efficaces auprès des jeunes), ainsi que sur une position claire adoptée avec les employeurs contre l'extrême droite. L'AfD semble rencontré du succès, notamment auprès des électeurs masculins d'âge moyen dont les emplois sont menacés par la transformation de leurs industries résultant de décisions politiques. L'IG Metall et l'IGBCE contrent les discours de l'AfD en présentant des demandes politiques économiques et sociales progressistes en faveur d'emplois sûrs, durables et de qualité.

En Autriche, le parti d'extrême droite, FPÖ, est arrivé en tête des dernières élections législatives de l'automne 2024, et il négocie actuellement avec le parti conservateur pour former un nouveau gouvernement qu'il dirigera. L'une des premières mesures annoncées par le FPÖ est une mesure d'austérité avec une consolidation budgétaire qui comprend des coupes dans les subventions en faveur de la protection climatique ainsi que dans les retraites et les prestations sociales. Alors qu'il se présente comme un parti ouvrier, le FPÖ met en réalité en œuvre les revendications de longue date des entreprises, des employeurs et des industriels en Autriche. Des attaques contre les syndicats, le système des conventions collectives et l'Etat de droit dans le pays sont également à prévoir.

L'extrême droite affiche également une attitude hostile à l'égard des travailleurs et des syndicats au Parlement européen, où les députés européens des groupes d'extrême droite ont voté contre l'adoption de textes législatifs favorables aux travailleurs ou se sont abstenus. Une [étude](#) menée par le Conseil économique et social européen révèle les résultats des votes. Les votes des députés européens peuvent également être consultés [ici](#)<sup>1</sup>. Ces exemples laissent peu de place au doute en ce qui concerne l'extrême

---

<sup>1</sup> <https://howtheyvote.eu/>

droite. Le décalage entre les paroles et les actes est frappant. Alors qu'ils se posent en défenseurs du « peuple » et des travailleurs, les politiciens d'extrême droite ne perdent pas de temps à mettre en œuvre des lois qui favorisent les grandes entreprises au détriment des travailleurs et des droits syndicaux. En voici les exemples les plus frappants :

- Fonds social pour le climat : les mesures visant à soutenir les ménages vulnérables en situation de précarité énergétique ou de pauvreté liée au transport ont fait l'objet d'une opposition significative du groupe ID, avec 63% de votes contre, et des CRE avec 22% de votes contre et 52% d'abstentions. En revanche, les Verts, les S&D et le PPE ont voté à 100% en faveur de la législation.
- Directive relative au travail via des plateformes : les groupes ID et des CRE ont montré la plus forte opposition et comptabilisent un nombre important d'abstentions, le groupe ID n'ayant voté qu'à 68% pour et les CRE qu'à 65%. En comparaison, les Verts et la Gauche ont voté à 100% pour, les S&D à 96%, et le PPE à 93%.
- Directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité : 94% du groupe ID et 93% des CRE ont voté contre. En comparaison, 100% des Verts et 98% des S&D ont voté pour, tandis que 88% de la Gauche, 79% de Renew et 36% du PPE ont voté pour.
- Transparence des rémunérations dans l'UE : seuls 4% des députés européens des CRE ont voté pour, 100% des S&D et des Verts ont voté pour. En outre, 90% de la Gauche, 73% du PPE et 85% de Renew ont voté pour.

### Pourquoi l'extrême droite gagne-t-elle du terrain ?

La montée de l'extrême droite observée ces dernières décennies s'explique principalement par la désindustrialisation, l'augmentation du travail précaire, la stagnation des salaires, l'austérité et les inégalités croissantes que les partis politiques traditionnels n'ont pas pu, su ou voulu résoudre.<sup>2</sup> Ces facteurs ont entraîné une détérioration de la sécurité sociale et économique à travers l'Europe, conjuguée à un sentiment grandissant de mécontentement parmi les travailleurs. Ces circonstances ont également coïncidé avec des attaques répétées dirigées contre les syndicats, les négociations collectives et les droits des travailleurs, qui se poursuivent encore aujourd'hui, et dont les répercussions sont illustrées dans le graphique n°1 ci-dessous.

---

<sup>2</sup> L'analyse complète présentée dans cette partie du plan d'action s'appuie principalement sur le [rapport](#) du TUC rédigé par Dr Stiofán Ó Nualláin et Dr Seán Byers de Trademark Belfast.

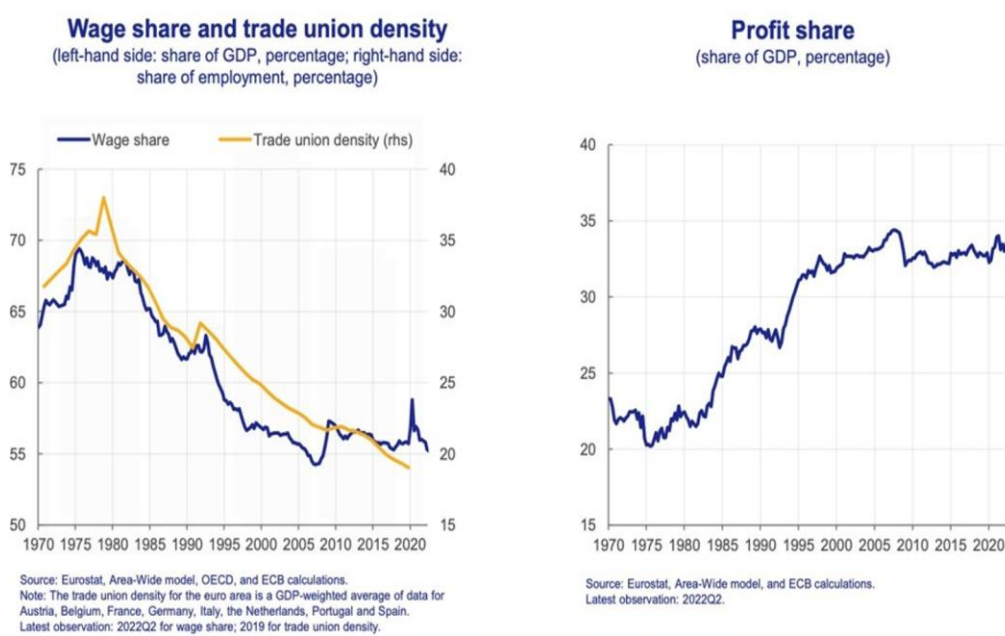


Figure 1. Comparaison entre la part des salaires, le taux de syndicalisation et la part des profits. D'après les données d'Eurostat, de l'OCDE et de la BCE. Rédigé par Trademark.

Les ménages de la classe moyenne, autrefois aisés, ont également été touchés par l'insécurité et la précarité économiques. Ceux-ci ont vu leurs revenus stagner, le coût de la vie augmenter et les perspectives d'emplois se faire de plus en plus incertaines. Les diplômés universitaires sont davantage susceptibles d'être endettés, surqualifiés pour les emplois qu'ils occupent et incapables d'accéder au marché immobilier, tandis que leurs parents sont confrontés à des risques financiers plus importants, à la fois en raison des prêts contractés pour couvrir les dépenses quotidiennes et des pressions croissantes exercées sur la sécurité des revenus de retraite. La crise financière de 2008 et l'austérité brutale ont accentué ces tendances, alimentant la peur, la colère et le mécontentement accumulés au fil des décennies.

En l'absence d'alternatives plausibles à la montée des inégalités et faute de stratégies efficaces pour lutter contre l'austérité, l'extrême droite en a profité pour présenter ses propres arguments et solutions. Elle a su imposer l'idée selon laquelle les conditions de précarité économique sont la conséquence directe d'une plus grande égalité sociale pour les immigrés et les autres groupes marginalisés. Les programmes prônant les restrictions à l'immigration, des prestations sociales uniquement pour les « natifs » et un conservatisme culturel séduisent par leur semblant de réponse collective, articulée à travers le prisme de l'État-nation. De cette manière, l'extrême droite a cherché à revendiquer des notions de communauté tout en proposant des solutions à première vue crédibles pour relever les défis économiques et politiques.

L'insécurité économique grandissante, la montée des inégalités et le rejet des « politiques traditionnelles » ont nourri un mécontentement généralisé et des sentiments contestataires. Les attaques dirigées contre les syndicats et l'absence d'une solution à l'austérité ou d'une action efficace pour remédier aux inégalités ont permis à l'extrême droite de présenter ses solutions comme une alternative a priori plus crédible. Il est donc crucial que nous développiions notre propre discours syndical et offrions des solutions sans tomber dans le piège de la cooptation d'idées dangereuses.

Les facteurs socio-économiques structurels énoncés ci-dessus sont à l'origine de la montée de l'extrême droite, mais son succès n'aurait pas été possible sans la récupération de ses idées par les partis du centre

politique. Les recherches [démontrent](#) que les « partis politiques traditionnels » ont légitimé et normalisé les partis et les idées d'extrême droite. Il ne s'agit pas seulement d'un changement d'image de l'extrême droite à des fins électorales, mais aussi de l'adoption par les partis centristes traditionnels de discours et de politiques de droite radicale par opportunisme politique. Grâce à ce processus, les partis d'extrême droite sont devenus des partenaires acceptables de coalition gouvernementale et ont pu influencer la politique gouvernementale sur des questions telles que l'immigration.

D'autres [études](#) soulignent les erreurs commises par les syndicats et les partis du centre et de centre-gauche qui ont coopté les programmes politiques des partis d'extrême droite, et qui, par conséquent, perdent une grande partie de leurs partisans progressistes traditionnels. Les partis démocratiques devraient se focaliser sur la résolution des problèmes économiques en réduisant l'insécurité sur le marché du travail, en promouvant la croissance économique et en garantissant une protection sociale efficace. Ceux-ci devraient se réappropriier les questions auxquelles ils sont associés, notamment l'égalité.

Les dangers que comporte la rupture du « cordon sanitaire » sont plus grands que jamais après les élections européennes. Les syndicats ne doivent pas compromettre leurs valeurs et se lancer dans des paris dangereux qu'ils ne peuvent que perdre. Au contraire, les syndicats doivent (re)lancer des programmes de formation et de sensibilisation pour leurs membres afin de leur exposer les dangers d'adhérer aux valeurs et idées de l'extrême droite. Les valeurs et les idées de l'extrême droite parviennent à dresser les différents groupes de travailleurs les uns contre les autres, en particulier les victimes des politiques menées par les gouvernements issus des partis traditionnels (chômage, précarité, retraite, sécurité sociale, absence d'avenir, déception démocratique etc.), ou contre d'autres groupes vulnérables. C'est précisément à ce niveau que les syndicats doivent intervenir et promouvoir l'unité, notamment en renforçant notre présence dans les entreprises, sur le terrain et là où nous ne sommes pas dominants. Nous devons passer à l'offensive avec un discours fondé sur ce que nous sommes et les valeurs que nous défendons. Nous devons surtout avoir nos propres revendications et préserver notre indépendance d'analyses, de réflexions, de revendications et de mobilisation. Même si la plupart des syndicats en Europe sont indépendants des partis politiques et que nous devons respecter notre neutralité, il est clair que les valeurs de l'extrême droite sont à l'opposé de celles que nous défendons au quotidien. Un travail de rappel et de sensibilisation auprès des travailleurs mais aussi des employeurs doit être fait, et pas seulement à l'approche des élections nationales ou européennes.

## **Pourquoi les syndicats doivent renforcer leur syndicalisation en ligne**

Le grand succès des partis d'extrême droite, et en particulier leur essor au cours des dix dernières années, repose en grande partie sur la façon dont l'extrême droite a conquis Internet. Cette dernière a très vite compris l'énorme potentiel des réseaux sociaux en tant qu'outil de propagande et d'organisation. En outre, elle a très rapidement eu recours à une intelligence artificielle (IA) de plus en plus poussée afin d'améliorer et d'étendre continuellement sa présence sur Internet. Les réseaux sociaux et l'IA peuvent tous deux être utilisés à bon ou à mauvais escient. L'IA est tout particulièrement capable d'analyser une quantité considérable de données ainsi que de générer et de diffuser du contenu à un très large public. Mais elle menace aussi de répandre de fausses informations et des montages vidéo truqués à des niveaux sans précédent. Nous ne devons pas sous-estimer le pouvoir des réseaux sociaux et de l'IA, ni leur potentiel. Comme de nombreux outils, il est impératif de savoir qui les utilise et à quelles fins.

L'extrême droite domine Internet car elle a compris que beaucoup, en particulier les jeunes, ne font pas la distinction entre le monde réel et le monde virtuel. Les syndicats restent à la traîne en ce qui concerne leur présence et leur stratégie sur les réseaux sociaux. Il est essentiel qu'ils conjuguent leurs stratégies de syndicalisation à une stratégie en ligne. Il ne s'agit pas de remplacer le travail sur le terrain dans les usines, mais bien de le compléter par une stratégie de syndicalisation sur les réseaux sociaux. Le syndicat allemand

IG Metall en est un bon exemple : après avoir constaté que la majorité des utilisateurs de TikTok en Allemagne sont des jeunes femmes, le syndicat a créé un compte sur le réseau social pour y mener une campagne ciblée destinée à ce public. La stratégie a porté ses fruits et de nombreuses personnes ont rejoint le syndicat.

Starbucks Workers United, aux États-Unis, est un autre [exemple](#) de campagne de syndicalisation réussie menée à grande échelle sur les réseaux sociaux. Le syndicat a utilisé de manière stratégique les réseaux sociaux pour approcher les travailleurs de Starbucks et leur proposer d’adhérer au syndicat dans le but d’améliorer leurs conditions de travail. Les syndicats d’Amazon ont également mené une campagne de syndicalisation efficace qui s’appuyait en grande partie sur la syndicalisation en ligne. Nous devons prendre exemple sur ces campagnes menées avec réussite auprès de certaines des entreprises les plus hostiles aux syndicats (Amazon [aurait dépensé](#) quelques 4,3 millions de dollars américains pour des consultants anti-syndicats). Cependant, à l’heure actuelle, de nombreux syndicats sont absents des réseaux sociaux, tandis que leurs membres et futurs membres le sont :

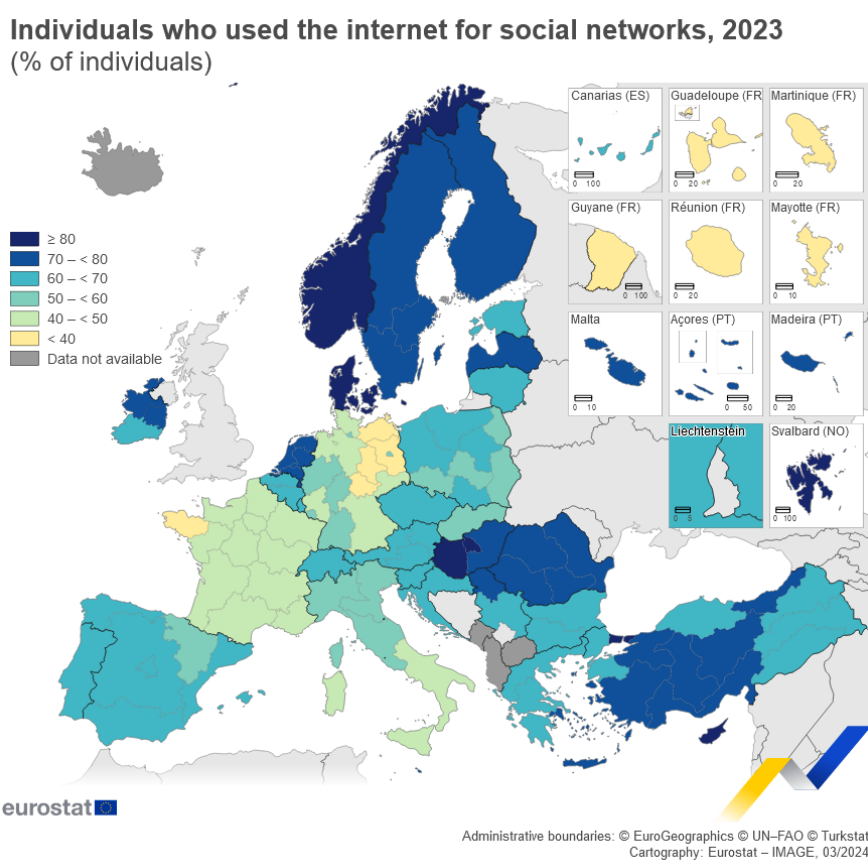


Figure 2. Pourcentage de personnes utilisant les réseaux sociaux en 2023, [Eurostat](#)

Toutefois, exploiter les réseaux sociaux de manière efficace est bien plus complexe que simplement créer un compte et poster des publications de manière régulière. Selon certaines [recherches](#), l’extrême droite utilise cet outil car de plus en plus de personnes s’informent sur les réseaux sociaux plutôt que via les médias traditionnels. Les gouvernements et les groupes politiques du monde entier parrainent des campagnes d’information en ligne menées par des robots tels que ceux utilisés par Breitbart dans le cadre de la campagne de Donald Trump. En Europe, nous manquons de médias progressistes capables de rivaliser avec l’extrême droite. Les syndicats devraient réfléchir à leur stratégie pour contrer le discours de l’extrême droite et contrebalancer le pouvoir des grandes entreprises dans le but de promouvoir la perspective d’un monde différent.

Les syndicats doivent accorder une plus grande attention au rôle des réseaux sociaux et des grandes entreprises de technologie dans la diffusion des messages d'extrême droite afin de comprendre ce phénomène et de formuler une réponse efficace, y compris en faisant pression pour une réglementation plus stricte. Nous devons nous appuyer sur les analyses cartographiques de l'influence des discours et des groupes d'extrême droite sur les réseaux sociaux. En analysant les principaux influenceurs, les discours récurrents ainsi que les données géographiques et démographiques, nous serons en mesure de développer des stratégies pour soustraire les citoyens de l'influence de l'extrême droite.

Il est important de commencer par développer notre compréhension syndicale des nouveaux outils déjà largement utilisés par l'extrême droite, voire certains employeurs. L'écoute sociale<sup>3</sup> est un exemple qui mérite d'être mentionné. Comme tout outil, l'écoute sociale peut être utilisée à bon ou à mauvais escient, et il appartient aux syndicats de comprendre comment l'exploiter à leur avantage. Cet instrument pourrait aider ces derniers à sonder l'opinion de leurs membres et membres potentiels à l'égard des syndicats dans une zone géographique déterminée. L'écoute sociale pourrait aider à appuyer des interventions ciblées lorsque le soutien à un syndicat est en baisse, car elle permet de fournir les informations nécessaires à la compréhension des préoccupations des citoyens. Les syndicats britanniques et allemands ont commencé à expérimenter ces outils dans deux entreprises du secteur automobile, permettant d'augmenter de 30% le nombre de travailleurs syndiqués et de signer des conventions collectives assorties d'augmentations salariales importantes.

Ce serait une erreur tactique que de ne pas tirer avantage des nouveaux instruments susceptibles de renforcer la syndicalisation. Comme mentionné précédemment, certains employeurs y ont déjà recours. Le plus inquiétant des cas est celui de Tesla, qui a utilisé la surveillance des travailleurs à des fins antisyndicales. Tesla [aurait engagé](#) des consultants connus pour leurs stratégies de démantèlement syndical. L'entreprise utilisait des caméras de surveillance et d'autres outils de contrôle similaires pour espionner les activités de ses salariés, y compris les discussions et les réunions liées aux syndicats. L'entreprise Tesla a également été accusée de surveiller les activités de ses travailleurs sur les réseaux sociaux, y compris les discussions privées, pour lutter contre les syndicats. Le scandale a éclaté aux États-Unis, mais, au vu du comportement antisyndical de Tesla en [Suède](#), il n'est pas exclu que l'entreprise ait recours à des stratégies similaires contre les syndicats en Europe.

Le 21<sup>ème</sup> siècle a apporté son lot de nouveaux défis à relever pour le mouvement syndical. Le taux de syndicalisation ayant diminué au cours des dernières décennies, il est grand temps d'exploiter tous les instruments disponibles pour inverser cette tendance. La syndicalisation via les réseaux sociaux doit faire partie intégrante de nos stratégies si nous voulons développer les valeurs et les idées démocratiques du mouvement syndical.

En plus d'accroître notre présence dans les entreprises et sur les réseaux sociaux, les syndicats doivent sensibiliser les travailleurs pour contrer la propagande politique, ses méthodes extrêmes visant à identifier l'autre comme un ennemi et à saper la liberté et les droits d'expression. Il est important d'aider nos membres à reconnaître les fausses nouvelles et à obtenir des informations et des données uniquement de sources vérifiées et fiables.

---

<sup>3</sup> L'écoute sociale est un outil qui permet aux organisations de mieux comprendre les opinions des gens en analysant les informations qu'ils partagent publiquement sur leurs canaux de médias sociaux. En utilisant cet outil, les syndicats peuvent, par exemple, comprendre ce que les membres d'une ville ou d'une région spécifique pensent de leur syndicat et cela peut les aider à mieux adapter leurs revendications pour refléter les besoins de leurs membres.



## Plan d'action d'industriAll Europe contre l'extrême droite : recommandations d'actions

Nous nous trouvons dans une phase décisive après l'augmentation des votes en faveur de l'extrême droite observée lors des récentes élections. Les syndicats n'ont plus de temps à perdre et doivent redoubler d'efforts dans la lutte contre les valeurs et les idées de l'extrême droite. Nous avons déjà multiplié nos activités à l'approche des élections européennes en juin 2024 à travers notre [campagne](#) axée sur « 5 victoires, 5 demandes », le [séminaire en ligne](#) consacré à la lutte contre l'extrême droite et nos deux formations adressées aux jeunes afin de renforcer leurs capacités (organisées à [Malaga](#) et à [Budapest](#)).

Par ce document, industriAll Europe entend rappeler ses valeurs fondatrices stipulées à l'article 3 de ses Statuts : « le droit à la participation politique démocratique et au contrôle démocratique de l'économie ; elle milite pour les droits de l'homme y compris la liberté, la paix, la démocratie, l'auto-détermination pour tous et la justice sociale ». Cette bataille doit être menée en priorité en encourageant un dialogue constructif sur le lieu de travail et avec nos homologues, en luttant contre la haine, la violence et les discriminations, en recherchant le pluralisme et la paix dans nos pays et sans alimenter le conflit social.

De nombreuses organisations syndicales affiliées à industriAll Europe s'engagent activement dans la lutte contre la menace des idées d'extrême droite parmi les travailleurs, car ce problème devient de plus en plus inquiétant en Europe. Par le biais de campagnes de sensibilisation et d'autres initiatives sur le lieu de travail aux niveaux régional, national et international, un grand nombre de nos organisations affiliées s'opposent aux discours clivants qui prônent les idéologies d'extrême droite. Une action coordonnée peut avoir des effets significatifs. Des efforts communs renforcent donc le message de solidarité parmi les travailleurs en Europe, car la lutte contre les idées de l'extrême droite ne consiste pas seulement à protéger les droits des travailleurs, mais également à défendre les valeurs communes d'égalité, de justice sociale et de démocratie. Il est crucial que l'engagement en faveur de ces valeurs continue à se renforcer, démontrant que l'unité des travailleurs est plus forte que toute tentative de nous diviser et de porter atteinte aux droits sociaux et aux droits des travailleurs.

### Revendications politiques :

- Des emplois industriels de qualité : des emplois sûrs, bien rémunérés et durables pour tous les travailleurs.
- Révision des traités de stabilité monétaire et des règles actuelles de gouvernance économique qui a imposé l'austérité permanente aux Etats et empêchent toute relance économique réelle.
- Un moratoire sur le démantèlement des actifs industriels des filières industrielles et sur les licenciements forcés, tout en appelant à des solutions négociées pour tous les sites et tous les travailleurs.
- Mise en place d'un système efficace et extrêmement rapide aux frontières contre les importations de produits qui ne sont pas soumis aux mêmes règles environnementales et sociales que les pays membres de l'Union européenne.
- Arrêt du dumping social, salarial, fiscal au sein même de l'UE.
- Mise en place d'un véritable plan européen de politique industrielle, avec des fonds massifs permettant à la fois une transition énergétique, numérique et environnementale réaliste et un traitement social pour l'ensemble des salariés et de la population.
- Le droit à une véritable consultation par les syndicats en amont de tout projet impactant directement les travailleurs, au niveau européen et dans tous les pays de l'UE.

### Recommandations d'industriAll Europe à l'attention des syndicats :

- Prenez clairement position contre les valeurs et les idées de l'extrême droite en développant un discours syndical fondé sur nos valeurs et en proposant des réponses et des solutions aux préoccupations socio-économiques des travailleurs.
- Organisez des formations et des programmes de sensibilisation pour vos membres afin de renforcer leur capacité à empêcher la propagation des idées de l'extrême droite sur la haine, la violence et la discrimination parmi les travailleurs, y compris des formations pour reconnaître la propagande et apprendre à ne s'informer qu'auprès de sources vérifiées et fiables.
- S'engagez avec les employeurs dans la lutte contre les phénomènes de violence et de discrimination politique, également inspirés par l'extrême droite, sur le lieu de travail.
- Mettez à jour votre stratégie de syndicalisation en y ajoutant une dimension de syndicalisation en ligne, notamment en utilisant tous les outils en ligne disponibles tels que les réseaux sociaux et l'écoute sociale, et tout autre canal de communication.
- Participez activement au dialogue avec d'autres mouvements sociaux et partis démocratiques.

#### Rôle d'industriAll Europe dans cette stratégie syndicale :

- Sensibiliser, alerter et interpeller les décideurs européens en pointant les conséquences de leurs choix et décisions politiques.
- Interpeller et dénoncer les politiques européens ayant adopté des décisions allant contre le monde du travail et les salariés (globalisation incontrôlée, austérité, décisions sur l'industrie etc.).
- Sensibiliser les affiliés sur les votes des euro députés nationaux sur les sujets de politique industriel et social.